

<http://www.snetap-fsu.fr/Rencontre-avec-Bruno-LE-MAIRE-un.html>



Rencontre avec Bruno LE MAIRE, un ministre qui n'a rien à dire !

- Nos Actions - Communiqués -

Date de mise en ligne : lundi 7 février 2011

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Le Ministre de l'Agriculture a reçu ce matin les organisations syndicales représentatives. Il souhaitait faire un point d'étape sur les 4 chantiers engagés depuis l'été 2010 : La précarité, les missions du Ministère, les conditions de travail et les carrières.

Il a surtout développé les deux premiers, mais sans apporter aucune réponse ni aucun élément nouveau face aux interrogations, pourtant précises que lui avait adressées le SNETAP-FSU ([voir courrier du 27 janvier](#)), en particulier sur l'enseignement agricole public.

Sur la précarité et le périmètre des agents concernés par les concours spécifiques en préparation à la Fonction Publique, Le Ministre s'est contenté de dire que « *tout restait ouvert* ». Il a refusé d'arbitrer sur la question d'un texte réglementaire qui impose les conditions d'emploi des personnels sur budget. Il n'a apporté de précisions que sur la revalorisation salariale des agents contractuels d'enseignement nationaux, mesure déjà actée et inscrite dans le budget 2011.

Sur l'enseignement agricole, il n'a pas répondu à notre demande de donner une priorité au service public, en particulier en lui donnant les moyens de fonctionner. Il a simplement évoqué une « *simplification des procédures* », et un « *renforcement des liens avec l'Education Nationale* ».

Le SNETAP-FSU s'interroge sur l'utilité de cette rencontre qui maintient toutes les incertitudes sur des questions aussi importantes que la précarité et la place du service public. Elle ne peut en tous cas que nous inciter à renforcer la mobilisation des personnels pour peser sur les choix gouvernementaux et le contraindre à un collectif budgétaire.

C'est pourquoi le SNETAP-FSU appelle les personnels de l'enseignement agricole public à être nombreux en grève jeudi 10 février et à participer massivement aux manifestations.

Paris, le 7 février 2011